

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 8 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

La suite de la causerie et les infos en bref plus tard ou demain. En attendant, un texte que j'ai rédigé ce matin.

### **Ce sont les fondements des inégalités et des injustices sociales qu'il faut liquider : Le régime capitaliste et ses institutions!**

Vous savez que je ne suis pas bien riche avec ma retraite de 360 euros à laquelle vient s'ajouter les intérêts mensuels de mon petit capital qui s'élèvent à 130 euros, soit un peu moins de 500 euros au total, et encore, quand le taux de change est favorable à l'euro. En ce moment j'ai prêté de l'argent sans intérêt à sept familles ouvrières pour un total qui dépasse les 800.000 roupies, soit environ 10.000 euros, soit pratiquement un tiers du capital que j'étais parvenu à économiser sou après sou au cours des 22 dernières années.

Pour autant, ces personnes n'ont pas spécialement des rapports cordiaux avec moi contrairement à ce qu'on pourrait être en droit d'attendre si on se méprenait sur leur condition et le mode de pensée qui découle du sous-développement économique dans lequel l'Inde est demeuré jusqu'à nos jours, ce qui assurément pourrait en choquer plus d'un en France qui l'ignorerait, et ce n'est pas seulement parce qu'elles ne partagent pas mes valeurs ou mes principes puisqu'on ne leur a jamais enseignés ou ils sont quasiment inexistantes ici en Inde, ou parce qu'ils seraient un luxe au-dessus de leurs moyens réservés à la bonne conscience des classes moyennes et supérieures qui s'en servent comme en France pour fustiger les préjugés archaïques des classes inférieures, non, en réalité cela a une origine beaucoup plus profonde que je vais tenter d'expliquer à ma manière.

Personnellement, mon statut me place parmi les couches supérieures de la classe ouvrière indienne. J'estime ne pas vivre au détriment des plus pauvres que moi ou de ceux qui ont un statut inférieur au mien, mais il se trouve qu'ils pensent le contraire quand bien même je ferais preuve de générosité envers eux, ils trouvent le moyens d'essayer de profiter davantage de moi ou de me voler. Cela signifie à raison que le sort qui leur a été réservé par la société est injuste, que les inégalités ou les rapports sociaux sur lesquelles repose le système économique est illégitime, bref, que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dont chaque membre de notre classe est victime, mais à des degrés divers, du coup ils estiment normal qu'ils réparent ou réduisent cette injustice ou les conséquences chaque fois qu'ils en ont l'occasion, et tant pis si cela tombe sur des gens comme moi !

J'en tire l'enseignement politique, que puisque les masses profondément arriérées et qui n'ont jamais participé à la lutte des classes ont conscience que les inégalités sur lesquelles reposent le capitalisme et le système d'exploitation de l'homme par l'homme sont injustifiables, injustes, illégitimes, d'une part il est possible de leur fixer comme objectif politique de les abolir, exactement comme cela fut le cas à la fin du XIXe siècle et au début du XXe au sein du mouvement ouvrier international révolutionnaire, d'autre part, s'il est impossible de fixer cet objectif aux masses exploitées en France et dans les pays dits développés, c'est qu'elles en ont été détournées au cours de leur lutte de classe par les agents du capitalisme qui avaient pris le contrôle du mouvement ouvrier, qui ne se contentèrent pas de justifier l'existence de ce système économique, mais également l'hétérogénéité des conditions ou statuts des masses exploitées qui serviraient à

mieux les diviser pour mieux les contrôler et les asservir, afin qu'elles ne puissent pas s'unir et se soulever pour renverser le régime en place.

Ces scélérats, ces corrompus ou traîtres ont été jusqu'à théoriser, institutionnaliser cette division des masses exploitées qui vole en éclats aujourd'hui. Au fil du temps, syndicats et partis ouvriers ne sont plus devenus que les représentants de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat que l'immense majorité des travailleurs rejettent ou refusent de considérer à juste titre comme leurs représentants. Ils n'ont eu de cesse d'opposer la négociation avec le gouvernement et le patronat à la mobilisation des masses, la collaboration de classes au combat classe contre classe.

Quand la pression des masses était trop forte, ils se sont arrangés avec les représentants officiels du capitalisme pour leur octroyer des réformes sociales, et dès qu'elle retomba ils s'empressèrent de les brader, de liquider tous nos droits.

Les couches progressistes des classes moyennes qui s'étaient servies de la classe ouvrière pour faire valoir leurs propres revendications, l'abandonnèrent à son triste sort lorsqu'elles s'aperçurent que la crise du capitalisme était devenue incompatible avec toute réforme sociale collective ou que la survie du régime était devenue incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, elles rejoignirent en bloc le camp de la réaction avec lequel elles n'avaient jamais vraiment rompu. Mais les couches inférieures ou les plus vulnérables des classes moyennes allaient connaître le même sort que la classe ouvrière, tétanisées pendant une longue période par ce revirement ou leur chute inexorable, elles allaient enfin se soulever et se tourner à nouveau vers la classe ouvrière puisque leur salut ne pourrait venir que de cette alliance avec la majorité des exploités qui composaient la société contre la classe des capitalistes et les couches supérieures de leur propre classe au pouvoir qu'incarne Macron et LREM.

Reste à savoir si la maturation politique, la prise de conscience qui est en train de s'effectuer au sein de la classe ouvrière et de ces couches des classes moyennes parviendra à la conclusion qu'un changement de régime est indispensable pour mettre un terme définitif aux conditions infâmes qu'elles subissent depuis trop longtemps. Parce que c'est la nature même de ce régime, ses fondements qui sont à l'origine du développement des inégalités et des injustices dont elles sont victimes au stade impérialisme du capitalisme pourrissant, et pas seulement la soif insatiable de richesses et de pouvoir d'une poignée d'oligarques, qu'il faudra de toutes manières éliminés ainsi que leurs représentants au cours du processus révolutionnaire, un enseignement déterminant tiré de toutes les révolutions qu'il ne faudra surtout pas négliger, car sinon cela pourrait nous être fatal.

La lutte des classes est une lutte à mort, on l'a négligé ou oublié trop longtemps, malgré les bombes qui ne cessèrent de s'abattre sur nos frères et soeurs à travers le monde, ce qui aurait dû nous faire réfléchir et nous sortir de la torpeur dans laquelle nous étions tombés au profit d'un mode de vie confortable ou nous procurant quelques avantages finalement désuets... Réagissons, soulevons-nous !

Depuis le 17 novembre, la prestation des députés qui parlent en notre nom a été pitoyable, méprisable, se confondant en excuses de ne pas pouvoir défendre plus ouvertement le régime. Il faut appeler à la grève générale, à l'insurrection, on veut la tête de Macron l'héritier des Capet (Louis XVI), on veut surtout la tête du régime capitaliste. Quand le peuple laborieux devient révolutionnaire, il exige tout tout de suite, et il a raison, ceux qui le fustigent pour oser avancer une telle prétention sont des réactionnaires ou ils sont sensibles aux arguments de la réaction, il faut les combattre aussi, exiger qu'ils changent de discours si c'est possible ou qu'ils cessent de parler en notre nom.

Si la totalité des aspirations et des besoins des travailleurs indiens surexploités et miséreux qui vivent dans mon village ou que je connais sont légitimes, ceux de la classe ouvrière et des classes

moyennes en France le sont également, rien ni personne ne peut justifier qu'ils ne soient pas satisfaits maintenant, sans délai.

L'insurrection est un droit. La révolution une nécessité. L'abolition du capitalisme, une nécessité absolue, historique.